

Les grands modèles idéologiques et la confrontation Est-Ouest jusqu'aux années 1970

I. Le modèle américain

1. Un modèle politique, économique et culturel

- La démocratie américaine se fonde sur la plus ancienne constitution au monde (1787), qui a instauré un État fédéral. Les 50 États du pays possèdent leur propre constitution et élisent au niveau local leur gouverneur et leurs assemblées. Chaque État est compétent dans le domaine de la police, de la justice, de l'éducation. Au niveau fédéral, le gouvernement de Washington dirige la diplomatie, l'armée et décide des grandes orientations sociales et économiques. À sa tête, le Président est élu pour quatre ans renouvelables, au suffrage universel indirect. Le pouvoir législatif est détenu par le Congrès (Sénat et Chambre des représentants). La Cour suprême détient le pouvoir judiciaire. La vie politique américaine se caractérise par un bipartisme. Le parti républicain est conservateur et libéral. Le parti démocrate, partisan de l'État-providence, est soutenu par les minorités et les classes moyennes progressistes. Enfin, il faut noter l'importance de la presse (le «quatrième pouvoir») et l'influence des groupes de pression appelés lobbies.
- Le modèle économique est fondé sur les principes du libéralisme: liberté d'entreprendre, absence d'interventions de l'État en matière économique, apologie de l'initiative individuelle. Cependant, la crise des années 1930 a entraîné une intervention accrue de l'État en faveur des plus démunis (État-providence). Depuis le début du XX^e siècle, les États-Unis sont la première puissance économique mondiale. Après la Seconde Guerre mondiale, cette puissance est encore renforcée et les multinationales américaines se lancent à la conquête des marchés internationaux.
- Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et les années 1960, le niveau de vie des Américains augmente fortement. La classe moyenne devient majoritaire et la société de consommation se développe: l'automobile et le pavillon de banlieue deviennent les symboles de l'«American way of life», dont le modèle se répand largement dans le monde grâce à l'industrie du cinéma.

2. Les États-Unis, chef de file du «monde libre»

- Dès le lendemain de la guerre, l'alliance entre les États-Unis et l'URSS disparaît et l'opposition idéologique entre les deux grands modèles s'étale au grand jour. Face à l'extension communiste en Europe de l'Est, le Président Truman expose en 1947 sa doctrine de «l'endiguement» (containment) et propose une vision du monde duale: d'un côté, le «monde libre», que les États-Unis représentent et doivent défendre; de l'autre, le camp communiste, représentant le totalitarisme et le non-respect des libertés individuelles. La «**doctrine Truman**» est concrètement mise en œuvre la même année, par l'intermédiaire du «**plan Marshall**», consistant en une aide économique proposée à tous les pays d'Europe qui souhaitent «rester libres»: l'URSS refuse cette aide et en prive les démocraties populaires, mais 12 pays européens l'acceptent.
- À partir de la fin des années 1940, les États n'hésitent plus à intervenir hors de leurs frontières pour défendre leur vision du monde contre l'extension du communisme. Avec les pays d'Europe, ils créent l'**OTAN**, une alliance militaire défensive. En Asie, ils interviennent militairement au cours de la guerre de Corée (1950-1953). Le Président Eisenhower développe sa doctrine du «refoulement» (roll back), alors que les

Américains doivent tenir compte du fait que les Soviétiques et les Chinois possèdent à présent l'arme atomique. Partout dans le monde, les États-Unis concluent des alliances défensives avec leurs alliés: c'est la «**pactomanie**».

- Aux États-Unis, la peur du communisme prend des allures de phobie. Ainsi, le sénateur américain Joseph **McCarthy** dénonce l'infiltration d'agents communistes au sein de l'administration américaine et dirige une commission sénatoriale chargée de repérer les activités «anti-américaines» sur le territoire. Cette «chasse aux sorcières» n'épargne pas même les milieux du cinéma. De 1951 à 1953, le procès des époux Rosenberg, deux scientifiques américains accusés d'avoir livré des secrets concernant l'atome aux Soviétiques, déchaîne les passions dans le monde entier.

3. La remise en cause du modèle dans les années 1960 et 1970

- Les années 1960 marquent à la fois l'apogée du modèle américain, et ses limites. Le modèle de l'American way of life ne dissimule pas les problèmes de la société américaine: la pauvreté concerne des dizaines de millions d'Américains, en particulier la minorité noire et les nouveaux arrivants d'origine hispaniques. La ségrégation entre les Blancs et les Noirs, particulièrement importante dans le sud du pays, entraîne le développement de mouvements de protestation pacifiques (la lutte non violente menée par le pasteur Martin Luther King) ou plus radicaux, dans les années 1960 (les «Black Panthers», et le leader noir Malcolm X). Au début des années 1960, le Président Kennedy prépare un projet de loi sur les «droits civiques» interdisant toute ségrégation. Ce projet est adopté en 1965, alors que des émeutes se succèdent dans les ghettos noirs des grandes villes américaines.

- Du milieu des années 1960 aux années 1970, une partie de la jeunesse américaine se lance dans une contestation du pouvoir et de la société. Cette révolte a pour origine la solidarité avec les Noirs contre la ségrégation, mais surtout la critique de plus en plus violente de la guerre menée par les États-Unis au Vietnam. Enfin, certains jeunes refusent le mode de vie américain et se retrouvent dans un mode de vie marginal et contestataire, comme le mouvement «hippy».

- Au début des années 1970, le scandale du Watergate contraint le Président Nixon à la démission. La crise sociale se double alors d'une crise politique, contribuant à l'affaiblissement du modèle américain.

II. Le modèle soviétique

1. L'URSS de Staline

- L'URSS sort de la guerre auréolée d'un immense prestige, malgré des pertes humaines et matérielles très importantes (20 millions de morts) à la différence des États-Unis. Son territoire s'est agrandi, et l'Armée Rouge a libéré l'Europe de l'Est et la ville de Berlin.
- Depuis les années 1930, Staline est maître absolu de l'URSS: président du Conseil des commissaires du peuple (CCP), il contrôle l'État. Secrétaire général du **PCUS**, il contrôle le Parti. Les purges des années 30 ont «nettoyé» toutes les administrations et Staline a placé ses fidèles à tous les postes clés. Partout dans le pays, se développe un culte de la personnalité: des dizaines de villes, des centaines de kolkhozes et d'usines portent son nom. En outre, malgré la férocité de sa dictature (Goulag, police politique, répression), Staline est adulé par les communistes du monde entier.
- Staline souhaite protéger l'URSS en organisant un «glacis» en Europe centrale, constitué par des pays communistes. C'est pourquoi, dans les pays libérés par l'armée Rouge (Pologne, Roumanie, Bulgarie, Hongrie), les communistes éliminent les autres forces politiques des gouvernements provisoires, et remportent les élections qu'ils organisent. Ces pays deviennent des «démocraties populaires» contrôlées par le **Kominform**. La Tchécoslovaquie est intégrée à cet ensemble après le «Coup de Prague» (1948). Les intellectuels sont surveillés par le Parti et la culture occidentale, jugée «décadente et pourrie», est bannie. En 1949, les Soviétiques créent le Conseil d'aide économique mutuel (**CAEM**) et ils imposent aux démocraties populaires leur modèle économique: les terres sont collectivisées, l'industrie et les services deviennent propriété d'État et une planification de l'économie est imposée. Seule la Yougoslavie communiste de Tito refuse la tutelle soviétique. En 1949, le «modèle soviétique» est étendu à la Chine populaire, après la prise de pouvoir des communistes dirigés par Mao.

2. Krouchtchev: la «coexistence pacifique»

- À la mort de Staline (1953), une direction collégiale est mise en place pour éviter le retour d'un pouvoir dictatorial et dans le but de redresser l'économie soviétique. Khrouchtchev, nouveau secrétaire général du PCUS, a le souci d'améliorer les conditions de vie en URSS et de favoriser la détente sur le plan international. Il entend montrer la supériorité du système communiste sur le plan idéologique et économique, sans affronter le bloc américain sur le plan militaire.
- Au XX^e congrès du PCUS (1956), le rapport de Khrouchtchev ouvre le procès de Staline, en dénonçant ses erreurs et ses crimes et en critiquant le culte de la personnalité. D'autre part, sans remettre en cause le système soviétique et le parti communiste, le nouveau dirigeant met fin au dogme de «l'infaillibilité du Parti». Cette déstalinisation entraîne de vives réactions dans les pays satellites. Par exemple, le nouveau dirigeant polonais, Gomulka, est communiste mais partisan d'une certaine libéralisation du régime. En revanche, la Chine dénonce vivement la politique de Khrouchtchev, ce qui conduit à la rupture sino-soviétique à la fin des années 1950.
- Néanmoins, il ne s'agit pas d'une libéralisation, en URSS comme dans les démocraties populaires. En Hongrie, en juillet 1956, des étudiants, des intellectuels, des travailleurs et des paysans demandent la révocation du dirigeant stalinien Mátyás Rákosi et le retour d'un dirigeant plus modéré, Imre Nagy. En octobre 1956, la police ouvre le feu sur une manifestation d'étudiants et le pays prend les armes: Nagy reprend le pouvoir. Mais lorsqu'il annonce son intention de quitter le pacte de Varsovie, Moscou décide d'intervenir. Le 4 novembre, les chars soviétiques entrent de force à Budapest. Des milliers d'opposants sont tués ou emprisonnés, Nagy est exécuté. En URSS, malgré les réformes, les difficultés économiques et sociales persistent. La crise de Cuba (1962)

affaiblit Khrouchtchev qui n'a pas l'appui des apparatchiks du régime. En 1964, il est évincé du pouvoir.

3. L'ère Brejnev

- Une nouvelle direction collégiale est instaurée à la chute de Khrouchtchev. Mais en 1966, Leonid Brejnev devient secrétaire général du PCUS et au début des années 1970, il cumule tous les postes de responsabilité. Une réforme économique tente d'assouplir la planification et des mesures sociales sont promulguées: salaire minimal garanti et retraites vieillesse pour les kolkhoziens, augmentation des bas salaires pour les ouvriers et employés, institution de la semaine de cinq jours.
- En revanche, la déstalinisation est stoppée et la répression reprend contre les dissidents. En 1968, en Tchécoslovaquie, Dubcek est persuadé que le communisme est compatible avec le respect des libertés («socialisme à visage humain»). Ainsi, d'autres partis politiques se forment, l'information se libéralise et la censure est abolie. Jugeant l'expérience beaucoup trop dangereuse pour le reste du bloc, Brejnev écrase avec les troupes du Pacte de Varsovie le «Printemps de Prague», en avril 1969.
- Sur le plan social, les conditions de vie se dégradent. L'espérance de vie diminue. La population pratique de plus en plus l'absentéisme, et l'alcoolisme devient un véritable fléau. La «résistance passive» se développe, pour ne pas collaborer avec un régime dans lequel seuls les membres de la Nomenklatura sont les détenteurs du pouvoir et des privilèges. L'image du pays commence à se dégrader dans le monde.

III. La politique internationale de 1945 aux années 1970

1. De la fin de la guerre à la mort de Staline

- Dès la fin de la guerre, la «grande Alliance» entre Américains et Soviétiques disparaît: les premiers désaccords entre les deux grandes puissances éclatent au sujet de l'Allemagne que Staline souhaite transformer en État désarmé et désindustrialisé. D'autre part, les Soviétiques restent présents dans les pays qu'ils ont libérés, en Europe de l'Est. Dès 1946, Churchill déclare: «De Stettin, dans la Baltique, à Trieste, dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu sur le continent.» Le Président américain Truman réagit et développe en 1947 sa doctrine de l'«endiguement», dont la première application concrète est la mise en place du «plan Marshall», destiné à empêcher les pays européens de basculer dans le camp communiste. Les Soviétiques répliquent avec la «doctrine Jdanov», condamnant le «camp de l'impérialisme», et instituent le Kominform. Dans le même temps, les communistes prennent le pouvoir dans les pays libérés par l'armée Rouge.
- En 1948, les communistes prennent le pouvoir en Tchécoslovaquie: c'est le «Coup de Prague». Les Alliés, Américains, Britanniques et Français, renoncent à un accord sur l'Allemagne et annoncent leur décision de former un État unique à partir de leur trois zones d'occupation (la «Trizone»). Staline riposte en ordonnant un blocus de Berlin-Ouest, située au cœur de la zone soviétique (juin 1948). La ville subsiste pendant un an grâce à un pont aérien mis en place par les Américains, et à la fermeté du Président Truman qui déclare que ce couloir aérien sera protégé d'une éventuelle attaque soviétique. Après un an, Staline décide la levée du blocus (1949). Les Alliés créent la République fédérale d'Allemagne (RFA) et les Soviétiques la République démocratique allemande (RDA). La même année, les États-Unis et leurs alliés signent le Traité de l'Atlantique Nord et fondent l'OTAN: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

- En 1949, les communistes dirigés par Mao prennent le pouvoir à Pékin. L'année suivante, la République populaire de Corée, communiste, envahit la Corée du Sud soutenue par les États-Unis. Le Président Truman ordonne l'envoi des troupes américaines pour repousser les Coréens du Nord, mais ceux-ci sont appuyés par des centaines de milliers de combattants chinois. Après trois ans de guerre, la mort de Staline (5 mars 1953) permet d'aboutir à l'armistice de Pan Mun Jom. La Corée reste divisée, mais cette guerre a entraîné une planétarisation du conflit entre les deux blocs.

2. De la «coexistence pacifique» à la crise de Cuba

- La mort de Staline et l'arrivée au pouvoir de Nikita Khrouchtchev permettent un «dégel» des relations internationales. En 1955, les deux camps s'entendent pour régler le problème de l'Autriche, qui devient neutre. La même année, les dirigeants soviétiques et américains participent à la conférence de Genève, aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne. Il n'en résulte aucune décision concrète, mais cette conférence symbolise une nouvelle volonté de dialogue. Khrouchtchev développe sa doctrine de la «coexistence pacifique» et les deux Grands semblent consentir à vivre ensemble, pour éviter le risque d'un conflit nucléaire dont ne sortirait aucun vainqueur. Lorsque les Soviétiques répriment l'insurrection hongroise en 1956, les États-Unis n'interviennent pas. La même année, les Américains dissuadent leurs alliés franco-britanniques de poursuivre leur intervention militaire en Égypte, à la demande des Soviétiques. Et au début des années 1960, aux États-Unis, la théorie de la «riposte graduée» succède à celle des «représailles massives».
- Néanmoins, les deux puissances continuent de se livrer à une course aux armements, et les blocs militaires se renforcent: en 1955, la RFA est intégrée à l'OTAN et, la même année, les Soviétiques mettent en place le «Pacte de Varsovie», une alliance militaire entre l'URSS et sept démocraties populaires.
- Le début des années 1960 est marqué par deux crises: en 1961, la construction du mur de Berlin montre les limites du dialogue Est-Ouest. Surtout, en 1962, la crise de Cuba est un sommet de la guerre froide: les Soviétiques ont installé des fusées sur l'île de Cuba, située à 150 kilomètres de la Floride. Le Président Kennedy ordonne un blocus militaire de l'île alors que les navires soviétiques approchent. Au dernier moment, Khrouchtchev cède et la crise est réglée par la négociation. Cependant, les deux puissances étaient pour la première fois proches d'un affrontement militaire direct.

3. La «détente», jusqu'au milieu des années 1970

- Après la crise de Cuba, les deux Grands mettent en place une série de garde-fous destinés à prévenir un affrontement direct. Le «téléphone rouge», une ligne directe entre la Maison Blanche et le Kremlin, en est le premier symbole. Mais tout au long des années 1960 et jusqu'au milieu des années 1970, une série de traités tente d'éviter la prolifération des armes atomiques et marquent la volonté de dialogue des deux puissances. Cependant, il n'est pas encore question de réduire l'arsenal nucléaire.
- En Europe, la détente se caractérise par une ouverture à l'Est («Ostpolitik») initiée par le chancelier allemand Willy Brandt à partir de 1969. Cette ouverture permet la signature d'accords tels que le traité germano-russe de 1970, reconnaissant l'inviolabilité des frontières entre les deux pays, le traité sur Berlin, par lequel les Soviétiques s'engagent à laisser transiter les personnes et les marchandises entre Berlin Ouest et la RFA (1971), et le «traité fondamental», qui normalise les rapports entre les deux Allemagnes (1972).
- Le milieu des années 1970 marque l'apogée de la détente: en 1973, Leonid Brejnev se rend aux États-Unis et signe avec le Président Nixon un traité sur «la prévention de la guerre nucléaire». En 1975, le vol Apollo-Soyouz, première coopération spatiale entre les deux Grands, symbolise cette volonté de détente. Enfin, en 1975, l'acte final de la conférence d'Helsinki, signé par trente-trois pays mais très symbolique également,

LMA, TL, 2011-2012

déclare les frontières inviolables et rappelle l'importance de la liberté des hommes et les droits des minorités nationales.